

# Message au peuple du Mali à l'occasion du nouvel an 1969 du lieutenant Moussa Traoré, Président du Comité Militaire de Libération Nationale, Chef de l'Etat

« Maliennes, Maliens,

« C'est avec un sens profond de la responsabilité qu'au nom du Comité Militaire de Libération Nationale je m'adresse à vous, ce soir, au seuil de l'année 1969.

« Par ma voix, le Comité Militaire de Libération Nationale adresse à chaque Maliennne et à chaque Malien ses meilleurs vœux de bonheur de prospérité et de bonne santé.

« Le Comité Militaire de Libération Nationale souhaite également à toutes les familles plus de tranquillité et de succès dans leurs entreprises.

« Maliennes et Maliens, vous comprendrez aisément qu'en raison des événements survenus dans notre pays depuis le 19 novembre 1968 je ne puisse me contenter de vous adresser de simples vœux. En effet, les mutations profondes qui s'opèrent actuellement dans notre pays, obligent à donner au traditionnel message de nouvel an une portée et une signification nouvelles.

« L'année 1968, qui dans quelques heures va définitivement entrer dans l'Histoire, a été marquée dans notre cher pays par de grands changements dont le dernier en date et le plus important demeure incontestablement le renversement du régime de pouvoir personnel de Monsieur Modibo Kéita par l'Armée.

« Bien que vous ayez déjà, par les manifestations spontanées qui se sont déroulées sur toute l'étendue de la République, apporté votre soutien massif au Comité Militaire de Libération Nationale, je crois utile de saisir une occasion aussi solennelle pour vous rappeler les raisons profondes qui ont amené l'Armée à renverser l'équipe qui, depuis notre accession à l'indépendance, avait en main les destinées de notre pays.

« Ce faisant, nous voulons que l'adhésion de chaque citoyen malien à l'action du Comité Militaire de Libération Nationale et au programme du Gouvernement provisoire, soit une adhésion consciente et sincère, et non l'expression d'un état d'impuissance, de suivismisme ou de résignation comme c'était le cas sous l'ancien régime.

« L'Armée, qui au nom du peuple a renversé le 19 novembre 1968 le régime de pouvoir personnel de Modibo Kéita, a accompli cette mission historique pour restaurer en République du Mali la légalité, la justice et le respect de la dignité de chaque citoyen.

« Nous avons agi ainsi en plein accord avec notre conscience de citoyens et de soldats, car le régime de Modibo Kéita n'avait plus de fondement légal, et nous étions profondément convaincus qu'il ne pouvait plus assurer le bonheur du peuple malien.

« En effet, Modibo Kéita et son équipe dirigeante, en refusant obstinément de convoquer le 7<sup>e</sup> Congrès de l'Union Soudanaise-R.D.A., en dissolvant par un acte arbitraire le Bureau Politique National issu du 6<sup>e</sup> Congrès, et en lui substituant un Comité National de Défense de la Révolution non prévu par les statuts du Parti, se sont délibérément placés au-dessus du Parti qui constituait pourtant la source de leur pouvoir.

« Par ailleurs, Modibo Kéita, en dissolvant illégalement l'Assemblée Nationale et en substituant à cette insti-

tution nationale une Délégation Législative de son choix, a violé à la fois la Constitution et la souveraineté du peuple, transformant ainsi le pouvoir démocratique en un système autocratique.

« D'autre part, l'équipe de Modibo Kéita, en instituant la Milice Populaire et en l'installant pratiquement et insolentement dans les fonctions et attributions des Services de Sécurité et même de la Justice, au mépris des observations de la population, a inscrit dès lors son action à l'opposé des légitimes aspirations du peuple.

« primant de peur collective et d'insécurité à tous les niveaux. Bref, Modibo Kéita, grisé par les flatteries et uniquement préoccupé par son désir de rester au pouvoir, a agi comme un homme qui obstinément se met à scier par le bras la branche sur laquelle il est assis au sommet d'un arbre.

« Tout recours à des moyens légaux pour restituer au peuple les attributs de sa souveraineté étant devenu sans issue, l'Armée, fidèle à son serment traditionnel vis-à-vis du peuple, n'avait d'autre alternative que de renverser par la force le régime de Modibo

motivations d'événements du 19 novembre 1968 qui ont définitivement mis fin au pouvoir personnel de Modibo Kéita. Conscient et fier d'avoir accompli cette mission historique pour sauvegarder les intérêts supérieurs de la Nation, le Comité Militaire de Libération Nationale invite toutes les couches de la population malienne à honorer dignement et avec esprit de responsabilité la page de ce douloureux épisode de notre histoire. L'heure est maintenant à la tolérance, à l'entente et à la réconciliation de tous les Maliens sincèrement désireux de faire

« Maintenant le devoir de chaque citoyen malien est d'apporter sa modeste contribution à la réalisation du programme de redressement économique entrepris par le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement provisoire.

« Débarrassé des abus et des humiliations de toutes sortes du régime d'inspiration autocratique de Modibo Kéita, chaque malien doit désormais se sentir concerné par l'édification de notre économie nationale et l'avenir de notre pays. La liberté retrouvée doit être un facteur de stimulation au travail et d'épanouissement de toutes les facultés créatrices pour accélérer notre processus de développement économique, social et culturel.

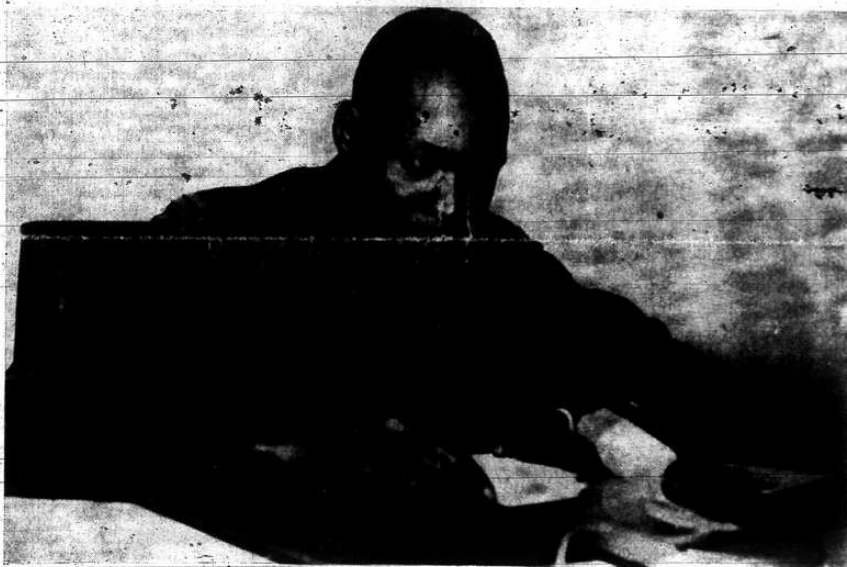
« Nous voulons créer un ordre nouveau basé essentiellement sur le travail, la discipline, la justice, l'ordre et le respect de la hiérarchie. Désormais, chaque malien jouira en toute tranquillité du fruit de son travail. Mais le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement provisoire séviront sévèrement contre les rancœurs, les fauteurs de troubles, les agents malhonnêtes, les dilapidateurs de fonds publics et tous les citoyens qui ne rempliront pas correctement leurs obligations civiques, car la liberté ne signifie pas l'anarchie.

« La plus grande récompense que les citoyens pourront apporter au Comité Militaire de Libération Nationale consistera à payer les impôts plus rapidement que par le passé, à augmenter les rendements dans les bureaux, dans les usines, dans les ateliers, sur les chantiers, dans les champs, à tenir les villes et les villages dans un état de propreté irréprochable, à organiser et fréquenter plus régulièrement, notamment dans les campagnes, les consultations médicales, les centres sociaux et les cours d'alphabétisation. C'est à ce prix et à ce prix seulement que le Comité Militaire de Libération Nationale croira à la sincérité et au sérieux des manifestations de joie et de soutien qui se déroulent sur toute l'étendue de la République depuis le 19 novembre 1968.

« Maliennes et Maliens, le Comité Militaire de Libération Nationale fidèle à ses engagements, réaffirme la ferme détermination de l'Armée de se retirer discrètement dans les casernes dès que les objectifs définis dans ma déclaration du 22 novembre 1968 seront réalisés.

« Pendant toute la période provisoire, le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement provisoire se consacreront essentiellement aux tâches de redressement économique et à la mise en confiance des populations ulcérées par huit années d'efforts et de sacrifices rendus stériles par les erreurs et les graves déviations d'un pouvoir démagogique ayant érigé le culte de la personne en système de gouvernement.

(Suite en page 4)



Le président Moussa TRAORÉ

« La conséquence de toutes ces mesures arbitraires et impopulaires, a été la dégradation de la situation économique accompagnée d'un climat dé-

Kéita, et c'est ce qu'elle est fière d'avoir réalisé sans effusion de sang le 19 novembre.

« Maliennes et Maliens, voilà les

du Mali un pays prospère où chaque citoyen pourra avoir un toit et vivre paisiblement à l'abri des passions, des abus de pouvoir et de l'injustice.

## LE PRÉSIDENT DU C M L N A ADRESSE DES MESSAGES DE NOUVEL AN A L'AFRIQUE ET AU MONDE

Au seuil du nouvel an, le lieutenant Moussa Traoré, chef de l'Etat, a adressé des vœux aux présidents et chefs des gouvernements africains et à plusieurs chefs d'Etat du monde. Ces messages de souhait et de fraternité sont envoyés

A S. E. le général Jean-Bedel Bokassa, président de la République Centrafricaine, Bangui.

A S. E. Hamani Diori, président de la République du Niger, Niamey.

A S. E. Moustapha Ould Daddah, président de la République Islamique de Mauritanie, Nouakchott.

A Sa Majesté Hassan II, roi du Maroc, Rabat.

A S. E. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal, Dakar.

A S. E. Aden Abdoullah Osman, président de la République de Somalie, Mogadiscio.

A S. E. Ismaïl El Azhari, président de la République du Soudan, Khartoum.

A S. E. Julius Nyerere, président de la République de Tanzanie, Dar Es Salam.

A S. E. François Tombalbaye, président de la République du Tchad, Fort-Lamy.

A Sa Majesté le roi Mohammed VI, roi de Libye, Tripoli.

A S. E. le général Yakubu Gowon, président de la République Fédérale du Nigeria, Lagos.

A S. E. Ahmadou Ahidjo, président de la République Fédérale du Cameroun, Yaoundé.

A S. E. le général Joseph Mobutu, président de la République du Congo, Kinshasa.

A S. E. Milton Obote, président de la République d'Ouganda, Entebé.

A S. E. le colonel Houari Boumediène, président du Conseil national de la révolution algérienne, Alger.

A S. E. le colonel Michel Mitterrand, président de la République de Tunisie, Tunis.

(Suite en page 4)

A l'occasion du Nouvel An 1969, L'Essor, la Voix du Peuple adresse à tous ses lecteurs ses vœux de bonne année et de bonne santé.

# MESSAGE DE NOUVEL AN DU LIEUTENANT MOUSSA TRAORE

(suite de la 1<sup>re</sup> page)

« Le Comité Militaire de Libération Nationale et le gouvernement provisoire, tirant les enseignements de l'expérience vécue, accordent d'ores et déjà une attention particulière à l'étude des futures institutions de la République, afin de mettre désormais le peuple à l'abri des conséquences de toute velléité de pouvoir personnel.

« En conséquence, le Comité Militaire de Libération Nationale tient solennellement à mettre les populations en garde contre les activités à la fois stériles et intempestives entreprises déjà par certains ex-dirigeants qui, par leur manque de courage, leur trahison des intérêts du peuple, leur égoïsme, leur insouciance et leur esprit de jouissance, ont contribué énormément à l'établissement du pouvoir personnel de Modibo qui a fait tant de mal à notre pays.

« Quelle que soit la position actuelle des ex-dirigeants qui, sous l'ancien régime ont placé la satisfaction de leurs besoins personnels au-dessus des intérêts supérieurs de la collectivité, l'Armée, issue du peuple et indéfectiblement liée au peuple, n'abandonnera jamais les destinées du pays entre les mains d'une telle catégorie de politiciens corrompus et sans conscience.

« Par ma voix, l'Armée donne l'assurance que, quel que soit son désir de se retirer le plus rapidement possible dans les casernes, elle mettra au paravant en place et selon des méthodes démocratiques, des institutions et une équipe capables de sauvegarder dignement et efficacement les intérêts de la nation.

« Mais pour l'instant, l'ampleur et la complexité des tâches à entreprendre pour réaliser un redressement économique durable nous font obligation d'éviter pendant la période de gestion du gouvernement provisoire tous les facteurs de diversion et de division des forces productives du pays.

« En conséquence, le Comité Militaire de Libération Nationale lance un avertissement solennel à tous les ex-dirigeants, à tous les pêcheurs en eau trouble et à tous les activistes, et les invite à mettre immédiatement fin à toutes les activités politiques qu'ils mènent ou qu'ils seraient tentés de mener directement ou par personnes interposées. Ceux qui, en dépit de cet avertissement et des précédentes recommandations du gouvernement provisoire, tenteront de rompre la vigilance du peuple aux fins de le détourner des tâches de redressement économique, s'exposeront à de sévères sanctions dont ils seront seuls responsables.

« Je fais donc confiance à la sagesse du peuple et espère qu'il saura résister aux sollicitations de ceux qui l'ont considéré jusqu'ici comme un simple instrument pour la satisfaction de leurs ambitions personnelles.

« Je voudrais également, au nom du Comité Militaire de Libération Nationale, adresser un sévère avertissement aux faux martyrs, aux féodaux et à tous les conservateurs retardataires, et les inviter à s'abstenir de toute agitation visant à mettre en cause les acquis du peuple ou à restaurer une influence ou une autorité autres que celles découlant des institutions légales.

« Toutes les tentatives de frustration du peuple ou de soulèvement d'une section du peuple contre une autre, seront réprimées sans pitié.

« Qu'il soit clair que l'Armée a pris le pouvoir pour sauvegarder les intérêts du peuple, et qu'elle fera tout pour ne pas le décevoir. Quand je parle du peuple, je pense également aux nombreux compatriotes que l'intolérance et les slogans démagogiques de l'ancien régime ont contraint à l'exil.

« Qu'il me soit permis, au seuil de ce joyeux nouvel an, de m'adresser

aux Maliens résidant à l'étranger, et leur souhaiter beaucoup de bonheur et de prospérité. Qu'ils soient, les portes du pays leur sont désormais ouvertes ; ils peuvent venir y travailler et y investir en toute tranquillité dans le respect des lois en vigueur. Je leur donne l'assurance que leur contribution à l'œuvre de redressement économique et financier entreprise par le Comité Militaire de Libération Nationale sera aussi appréciée que celle des nationaux résidant au pays.

« Voilà, Maliennes et Maliens, le message de nouvel an que je vous adresse au nom du Comité Militaire de Libération Nationale.

« Mais, avant de terminer, je voudrais, en votre nom, adresser aux peuples du monde entier un message d'amitié, et souhaiter que l'année 1969

soit une année de paix, d'entente et de coopération internationale pour le bien de l'humanité. Je voudrais en particulier exprimer notre sympathie et notre solidarité à tous les peuples en lutte pour leur indépendance nationale, notamment aux peuples frères de l'Angola, du Mozambique, du Zimbabwe, de la Guinée Bissao et de la Namibie.

« Quand au vaillant peuple du Vietnam, je forme des vœux ardents pour qu'il puisse enfin retrouver la paix dans l'honneur et dans le respect de son intégrité nationale et territoriale.

« Je forme également des vœux pour que les réfugiés arabes de Palestine et toutes les victimes des hostilités du Moyen-Orient puissent connaître très prochainement, après tant de souffrances, la joie d'avoir un foyer et de mener une vie tranquille sur la terre de leurs ancêtres.

ner une vie tranquille sur la terre de leurs ancêtres.

« Enfin, je voudrais souhaiter une bonne et heureuse année à tout le personnel de l'assistance technique étrangère et à tous les étrangers résidant au Mali, qui, dans des conditions souvent difficiles, nous apportent une contribution appréciable pour le développement de notre pays. A eux et à leurs familles, je souhaite un agréable séjour en République du Mali.

« Maliennes et Maliens, je termine mon message de nouvel an, en réitérant mon appel au travail, à la discipline et à l'ordre.

« Je fais confiance à votre sagesse, à votre patriotisme et à votre sens de l'honneur pour réaliser nos objectifs, car un peuple n'est libre que par son travail.

« Vive la République !

## Le Président du CMLN a adressé des messages de nouvel an à l'Afrique et au monde

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

combero, président de la République du Burundi, Bujumbura.

A S. E. Habib Bourguiba, président de la République Tunisienne, Tunis.

A S. E. Grégoire Kayibanda, président de la République du Rwanda, Kigali.

A S. E. le docteur Hastings Kamuzu, président de la République du Malawi, Zomba.

A S. E. Daouda Jawara, président de la République de Gambie, Banjul.

A S. E. le Lieutenant-colonel Etienne Eyadema, président de la République du Togo, Lomé.

A S. E. le Docteur Emile Derlin Zinsou, président de la République du Dahomey, Cotonou.

A S. E. Felix-Houphouët Boigny, président de la République de Côte d'Ivoire, Abidjan.

A Sa Majesté Haïlé Sélassié, Premier empereur d'Ethiopie, Addis-Abebba.

A S. E. Gamal Abdel Nasser, président de la République Arabe-Unie, Le Caire.

A S. E. Albert-Bernard Bongo, président de la République du Gabon, Libreville.

A S. E. le général Joseph-Arthur Ankrah, président du conseil national de Libération du Ghana, Accra.

A S. E. Jomo Kenyatta, président de la République du Kenya, Nairobi.

A S. E. le général Sangoulé Lamizana, président de la République de Haute-Volta, Ouagadougou.

A S. E. Philibert Tsiranana, président de la République malgache, Tananarive.

A S. E. Siaka Stevens, Premier ministre de Sierra-Leone, Freetown.

A S. E. Kenneth Kaunda, pré-

sident de la République du Libéria, Monrovia.

A S. E. le président de la République de Bulgarie, Sofia.

A S. E. le président de la République Fédérale d'Allemagne, Bonn.

A S. E. le président de la République Italienne, Rome.

A S. E. le général Charles De Gaulle, président de la République Française, Paris.

A Son Altesse le duc de Luxembourg, Luxembourg.

A Sa Majesté Ibn Abdel Aziz Fayçal, roi de l'Arabie Saoudite, Ryad.

A Sa Majesté la reine Juliana de Hollande, La Haye.

A Sa Majesté le roi des Belges, Bruxelles.

A S. E. le président de la République Démocratique du Vietnam, Hanoi.

A président Etat Israël, Jérusalem.

A président Etats-Unis d'Amérique, Washington.

A président République du Li-

ban, Beyrouth.

A S. E. le président de la République socialiste fédérative de Yougoslavie, Belgrade.

A S. E. le président du Présidium du Soviet Suprême de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Moscou.

A S. E. le président de la République de Cuba, La Havane.

A S. E. le président de la République Populaire-Démocratique de Corée, Pyang Yang.

A S. E. le président de la République Populaire de Chine, Pékin.

A S. E. le président de la République socialiste de Tchécoslovaquie, Prague.

A S. E. le président de la République socialiste de Roumanie, Bucarest.

A S. E. le président de la République Démocratique allemande, Berlin.

A S. E. le président de la République Populaire de Pologne, Varsovie.

A S. E. le président de la République hongroise, Budapest.

## Tournée du Gouverneur de la 5<sup>e</sup> région dans le cercle de Niafunké

Poursuivant ses prises de contact avec la population, le capitaine Abdourahmane Maïga, gouverneur de la région de Mopti, a effectué, du 23 au 29 décembre 1968, une tournée dans le cercle de Niafunké. Au cours de cette tournée, il a visité l'arrondissement central et les arrondissements de Banikane, Saraféré, N'Gorkou, Koumaïra, Soumpi et Léré.

mercé la population de l'accueil fraternel qu'elle avait réservé à sa délégation et indiqué les raisons qui avaient amené l'Armée à prendre le pouvoir, a notamment déclaré :

« Comme le président du Comité Militaire de Libération Nationale l'a toujours dit, l'Armée n'a pas pris le pouvoir pour le pouvoir. L'Armée n'a aucune ambition politique. Nous avons voulu donner au peuple la liberté et réta-

## Communiqué du Conseil des Ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le 31 décembre 1968 à Koulouba, sous la présidence du capitaine Yoro Diakité, président du gouvernement provisoire.

Le conseil des ministres a autorisé le gouvernement du Mali à ratifier la convention de l'O.I.C. M.A. amendée à Accra le 25 juillet 1968. Il a désigné un membre de cabine auprès du ministre délégué à la Présidence.

Il a autorisé le ministre du Plan, des Finances et des Affaires économiques, à effectuer des virements de crédits, pour permettre le paiement de dépenses prioritaires.

Le conseil des ministres a étudié une série d'ordonnances s'inscrivant dans le sens d'une simplification de la fiscalité permettant de mieux saisir la matière imposable et de faciliter aux usagers les opérations de liquidation pour un meilleur rendement des recettes fiscales, sans jouer sur la pression fiscale que le gouvernement considère comme très élevée au Mali.

En fait, il s'agit de réorganiser sur de bases nouvelles tous les secteurs de notre fiscalité, en améliorant le rendement par la simplification, l'uniformisation et la res-

tobre 1969.

D'autre part, la situation des bourses des étudiants et des scolaires a été examinée, et une amélioration de leur condition a été apportée.

Le conseil des ministres se réunira dorénavant, le mercredi à 9 heures, chaque semaine.

Le secrétariat d'Etat aux Affaires sociales a proposé la nomination d'un membre de cabinet et de la directrice du service national des Affaires sociales.

Le président du gouvernement a fait part aux ministres des Communications sur les instructions du Comité Militaire de Libération Nationale, en ce qui concerne la compétence des cadres appelés à exercer des fonctions au poste de directions des services publics, des sociétés et entreprises d'Etat.

Le président du gouvernement a insisté auprès des membres du gouvernement pour présenter dans les meilleurs délais un programme urgent pour la relance économique.

La secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, a été invitée à organiser un séminaire des femmes, afin de dégager des lignes directrices.